

Procès de Gatumba : 1ère audience très suivie sous haute surveillance policière

@rib News, 16/11/2011 - Source AFP Le procès de 21 personnes accusées d'être impliquées dans l'attaque qui a fait au moins 36 morts en septembre à Gatumba, près de Bujumbura, a été reporté au 1er décembre. Des avocats de la défense ont soulevé plusieurs cas de violation du code de procédure pénale, notamment le fait qu'ils n'avaient pas encore eu accès au dossier et pour certains à leur client.

« Un des avocats de la défense, Me Scholastique Negamiye a demandé le respect de la procédure pénale, c'est pourquoi la cour décide que le procès est reporté au 1er décembre », a annoncé le président Jean-Claude Ntibandakundi refusant en l'état de se prononcer sur les griefs des avocats. Cette première audience a été suivie par une dizaine de diplomates occidentaux, des représentants de l'ONU ainsi que des centaines de Burundais, le tout sous très haute surveillance policière. Les 21 prévenus sont poursuivis pour la première fois au Burundi pour complot ou complicité de crime contre l'humanité, des infractions prévues par le nouveau code pénal burundais et passibles de la prison à vie. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, des inconnus lourdement armés et en uniformes avaient surgi dans un bar de Gatumba, ordonnant à la clientèle de se coucher par terre avant d'ouvrir le feu sans discrimination. Le leader en exil des rebelles des Forces nationales de libération (FNL), Agathon Rwasa, présent comme « le commanditaire de ce massacre » par plusieurs rapports officiels, n'a pas été cité parmi les personnes poursuivies. « Nous attendons impatiemment qu'on entre dans le débat de fond, car beaucoup d'éléments montrent que l'enquête de la police n'est pas crédible », a commenté Pierre-Claver Mbonimpa, le président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh). Les trois principales stations indépendantes du Burundi, qui ont mis en cause des responsables de la police dans ce massacre, sont dans le collimateur du pouvoir qui les accuse de « travailler pour les ennemis de la paix ». La recrudescence des violences politiques - fusillades et exécutions sommaires - fait craindre une reprise d'hostilités à plus grande échelle au Burundi, où une guerre civile a fait près de 300.000 morts entre 1993 et 2006.